Communiqué de presse

Saint-Denis, le 5 octobre 2016

Départementalisation de La Réunion :
70 ans de mutations économiques

Cette publication a été réalisée dans le cadre du colloque sur les 70 ans de la départementalisation : Quels enseignements pour l'avenir ?

Entre 1946 et 2016, l'économie et la société réunionnaises se transforment en profondeur. La Réunion a subi un blocus maritime pendant la Seconde Guerre mondiale. Lorsque la départementalisation est votée en 1946, la pénurie règne sur l'île et une des préoccupations principales des Réunionnais et de leurs dirigeants est de lutter contre la famine. Le monde rural tient alors une place prépondérante dans l'économie.

1946-1967 : le lent (re)démarrage

Au cours des premières années après-guerre, les prestations sociales tardent à se mettre en place et les fonctionnaires sont encore très peu nombreux. L'emploi augmente à un rythme assez faible, à peine supérieur à 1 % par an. Mais l'économie se transforme : le secteur tertiaire prend partiellement la place de l'agriculture. Les revenus des Réunionnais sont multipliés par plus de 26 en volume entre 1950 et 1970. Les conditions de vie s'améliorent rapidement et les besoins essentiels (alimentation, textiles, soins) sont désormais satisfaits.

1967-1982 : les transferts de l'État soutiennent l'économie réunionnaise

De 1967 à 1982, l'emploi continue d'augmenter à un rythme modéré. L'agriculture cède sa place de premier secteur employeur aux services non marchands, tandis que les services publics se structurent et accompagnent la montée en charge progressive des prestations sociales. La CAF ouvre ainsi officiellement en 1972, l'assurance chômage est mise en place en 1980. Les revenus des Réunionnais continuent de progresser: ils sont multipliés par 1,7 en volume entre 1970 et 1980. Dans le même temps, les Réunionnais consomment en volume près de deux fois plus.

1982-1990 : une économie dynamique et en rattrapage

Entre 1982 et 1990, l'emploi devient plus dynamique (+ 2,7 % par an). Il croît fortement dans le commerce et les services marchands. Les montants versés au titre des prestations sociales continuent d'augmenter, même si l'alignement sur la métropole tarde. Le RMI est mis en œuvre à La Réunion en 1989. Le pouvoir d'achat des Réunionnais progresse avec la même vigueur que sur la décennie précédente. Le poids de l'alimentation dans le budget des Réunionnais diminue encore : de 27 % en 1980 à 22 % en 1989, niveau proche de la métropole.

1990-1999 : les prestations sociales alignées sur la métropole

À partir de la fin des années 80, l'alignement des prestations sociales versées à La Réunion sur la métropole s'opère plus franchement. Mais La Réunion est également touchée par la récession mondiale du début des années 90 et l'emploi progresse plus modérément qu'au cours des années 80. Les services non marchands accentuent leur poids dans l'économie ; ils regroupent ainsi la moitié des emplois totaux en 1999.

1999-2007 : l'essor des services marchands

De 1999 à 2007, l'emploi augmente dans tous les secteurs avec une vigueur sans précédent, au-dessus de 3 % par an en moyenne. L'alignement des prestations sociales sur la métropole est achevé. Soutenu par la hausse de l'emploi, le pouvoir d'achat des Réunionnais augmente rapidement, ce qui leur permet de se rapprocher des standards nationaux en termes d'équipement.

Depuis 2007, l'économie peine à se remettre de la crise

La crise internationale se propage à La Réunion fin 2008. L'emploi progresse ainsi à un rythme ralenti et recule même en 2008 et 2009. L'ensemble des prestations sociales jouent néanmoins leur rôle d'amortisseur social à la crise : malgré les difficultés, le pouvoir d'achat des Réunionnais se maintient. Le nombre de fonctionnaires de l'Etat se stabilise, mais les dépenses des collectivités locales prennent le relais.

Malgré le rattrapage, la pauvreté reste hors norme

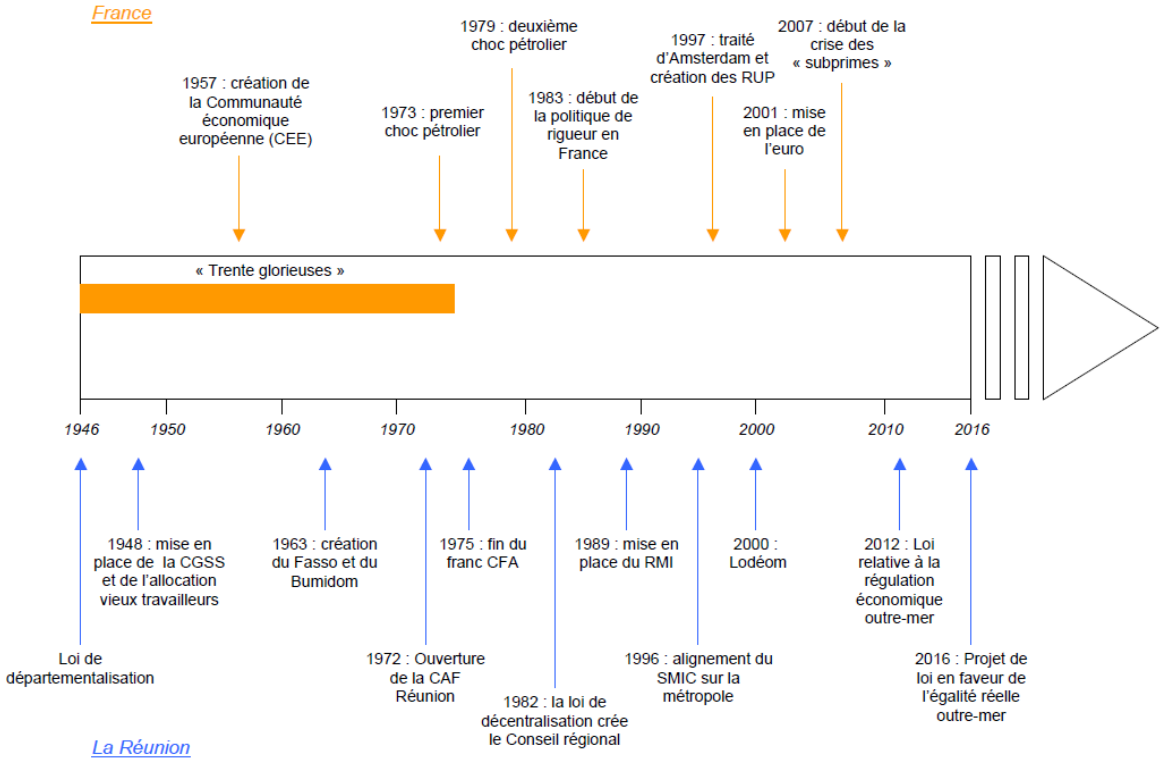
L'emploi, les revenus et le pouvoir d'achat progressent très rapidement au cours de ces 70 dernières années. La situation économique converge ainsi vers la métropole, mais le rattrapage n'est pas achevé : le revenu par habitant des Réunionnais représente environ 80 % du niveau national en 2010. La Réunion pâtit toujours d'un manque d'emplois et du fait d'inégalités de revenus plus importantes qu'ailleurs, une part importante de la population ne peut pas encore accéder aux autres biens et services que ceux de première nécessité comme l'alimentation et le logement.

Contact presse : 0692 448 358 ou relations-presse-la-reunion@insee.fr

@InseeOI

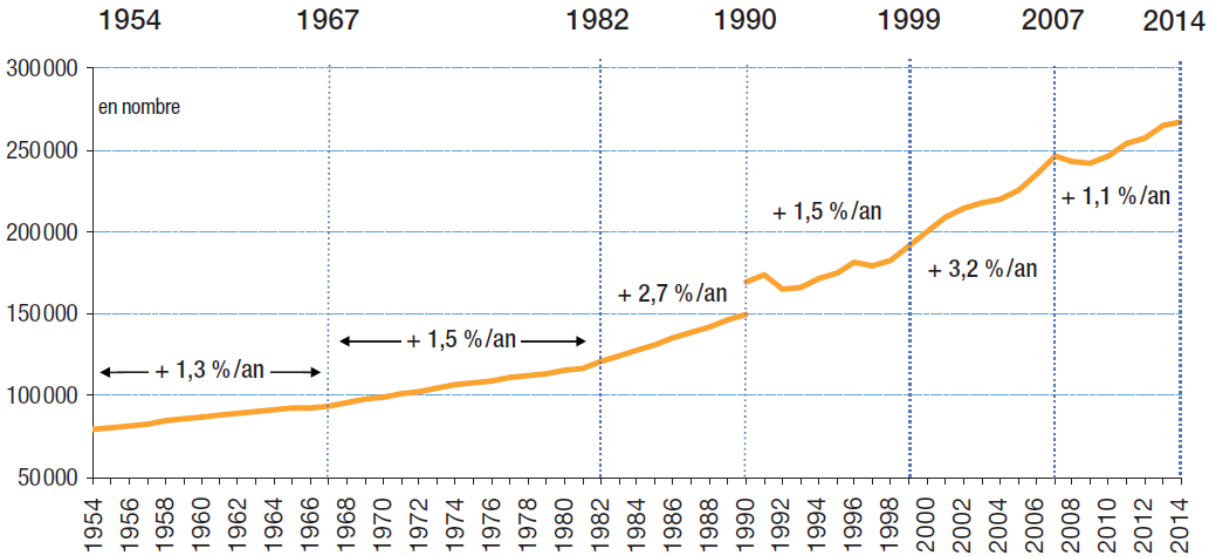
La Réunion devient un département français en 1946

Repères économiques à La Réunion et en France



Le nombre d'emplois a été multiplié par 3 depuis la départementalisation

Nombre d'emplois à La Réunion de 1954 à 2014



Sources : Recensements de la population de 1954 à 1990, Estel de 1990 à 2014.